



Communiqué de presse

L'autoritarisme s'abat sur le contre G7 - La coalition NO G7 France n'organisera pas de contre-sommet

La coalition NO G7 France refuse d'organiser un contre-sommet. Les exigences irréalistes imposées par la préfecture, la crainte pour la sécurité des citoyen.nes qui participeraient nous obligent à adopter une posture de responsabilité, face aux irresponsables qui se réunissent à Evian et dont les serviteur.euses musellent une nouvelle fois le débat démocratique. La coalition No G7 ne tombera pas dans le piège tendu par Mme la préfète Emmanuelle Dubée.

La coalition No-G7 avait exposé bien en amont les conditions sine qua non pour l'organisation d'un village militant en France dans des conditions de sécurité optimales pour tous les partis :

- La réquisition d'un terrain par la préfecture (comme cela avait été le cas en 2003).
- La tenue d'un village similaire en Suisse permettant de répartir l'accueil des personnes désirant manifester contre le G7 et porter une voix alternative au monde apocalyptique voulu par les faiseurs de guerre.

La préfecture entrave la liberté d'expression démocratique

Malgré les efforts de la coalition pour trouver un terrain d'entente, Mme la préfète Emmanuelle Dubée nous impose à 2 semaines du sommet des conditions d'organisation démentielles et irréalisables. Nous dénonçons la tactique de pourrissement de la préfecture : simulacre de concertation, revirement sur l'aérodrome, non invitation du collectif aux visites de tous les sites, absence de Mme la préfète aux rendez-vous avec la coalition No G7 France. Ce faux-semblant démocratique n'est rien d'autre qu'une interdiction déguisée. Les libertés démocratiques en ressortent grandement affaiblies.

La coalition tient à remercier les agent-es de la ville d'Annemasse pour leur réactivité, ainsi que la commune se montrant coopérative en proposant un plan alternatif. Nous alertons aussi des conséquences sur ces agent-es soumis-es à un rythme de travail infernal du fait des demandes "sécuritaires" aberrantes de la préfète.

Une surenchère sécuritaire

Les risques de troubles à l'ordre public évoqués par la préfecture seront du seul fait des autorités françaises et suisses. En Suisse, en interdisant le village No G7 prévu à Genève depuis des mois, en entravant le droit démocratique à manifester et en fermant les frontières. En France en refusant de travailler à tempérer les velléités autoritaires suisses. Cette stratégie de la peur, destinée à empêcher l'exercice des droits et libertés fondamentales, se traduira en outre par la mise en place des deux côtés de la frontière d'un dispositif sécuritaire militarisé inédit en temps de paix, au coût exorbitant.

Face à l'affaiblissement des contre-pouvoirs démocratiques et à ce déferlement répressif, la coalition No-G7 appelle la population à la plus grande prudence et à la plus grande vigilance.

Ce refus insidieux de la contestation démontre que les chefs d'États qui se réuniront à Évian, en prenant en otage la population de Haute Savoie, sont bien dans le camp de la guerre, des génocides et de l'autoritarisme. La lourde décision que nous assumons aujourd'hui démontre que nous sommes le camp de la raison, le camp de la paix, de la démocratie, de la solidarité et de l'amitié entre les peuples.

Ce sont ces valeurs que nous continuerons de défendre, avant, pendant et après le G7.

OUI à l'expression des voix dissidentes et à la libre circulation, NON au musellement et à la fermeture des frontières !

Pour la coalition No G7 France